



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI, Joël VERA

Hors commission - Protocole transactionnel visant à éteindre les obligations de la Métropole vis à vis de la parcelle BL n°267, sise 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicitée par les propriétaires de la parcelle BL 267, située 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier, afin de mettre en œuvre ses obligations nées des accords pris à l'occasion de l'acquisition, par acte administratif des 22 avril et 13 octobre 1987, de la parcelle cadastrée BL 268 sise commune de Montpellier, lors de la mise en œuvre du plan d'alignement de la voie dénommée « rue du Pioch de Boutonnet ».

Ces obligations impliquent la prise en charge par la Collectivité de la reconstitution à l'identique des équipements existants, soit un abri agricole et le déplacement de compteurs dans l'emprise concernée.

La parcelle a intégré le domaine public et le déplacement des compteurs a été réalisé.

Par acte notarié du 2 août 2022, Monsieur LEPLAT et Madame SERRE ont acquis la parcelle BL 267, située rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier, grevée de ces obligations dont ils ont sollicité la commutation en obligation financière en lieu et place de l'obligation de faire due par la Collectivité. Sur la base de devis produits par une entreprise spécialisée, contrôlés par les services métropolitains, la construction de l'abri agricole a été évaluée à 27 800 € TTC (vingt-sept mille huit cents euros toutes taxes comprises).

Etant donné la demande des propriétaires actuels, le chiffrage proposé sur devis, inférieur *a priori* aux bordereaux de prix dont dispose la Collectivité dans ses propres marchés publics, étant donné les aléas, notamment en termes assurantiels, liés à une intervention en maîtrise d'ouvrage sur des terrains privés, il est proposé de reconnaître l'intérêt concordant des propriétaires et de la Métropole, et ainsi, d'accepter la conversion de l'obligation de faire en indemnité financière.

Afin de formaliser et sécuriser cet accord, il est proposé de contractualiser un protocole transactionnel avec M. LEPLAT et Mme SERRE, propriétaires de la parcelle BL 267, sise commune de Montpellier. La signature du protocole entraînera le versement de l'indemnité due et éteindra à la fois les obligations pesant sur la Collectivité nées de l'acte d'acquisition de la parcelle BL n°268, sise commune de Montpellier et, par anticipation, toute possibilité de recours contentieux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du protocole transactionnel avec les conjoints Christophe LEPLAT et Delphine SERRE, actant la transformation de l'obligation de faire en un versement unique d'une indemnité de 27 800 € TTC (vingt-sept mille huit cents euros toutes taxes comprises) ;
- De dire qu'un acte notarié, à la charge de la Métropole, constatera l'extinction de l'ensemble des obligations de la collectivité vis-à-vis des propriétaires de la parcelle BL 267, sise commune de Montpellier, nées de la vente des 22 avril et 13 octobre 1987, à la suite de la signature du protocole transactionnel et au versement de l'indemnité due ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-217682-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3 - Projet protocole transactionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.